

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 2829

[C — 27595]

6 OCTOBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels, modifié par les arrêtés des 3 décembre 1992, 14 janvier 1993 et 3 février 1994;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté doit entrer en vigueur sans tarder afin de donner d'urgence aux pouvoirs locaux les ressources financières afin de leur permettre d'engager des agents contractuels dans le cadre du plan communal pour l'emploi;

Sur la proposition conjointe du Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle et du Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

Arrête :

Article 1er. L'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels est remplacé par la disposition suivante :

« Est considéré comme chômeur au sens du présent arrêté, celui qui est :

- 1° soit chômeur complet indemnisé;
- 2° soit chômeur complet visé par les articles 30, alinéa 3, 7° et 42°, § 2, 9°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;
- 3° soit chômeur indemnisé sur base de l'article 101 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;
- 4° soit travailleur à temps partiel ayant droit à l'allocation de garantie de revenu en application de l'article 131bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;
- 5° soit travailleur à temps partiel avec maintien des droits en application de l'article 29, § 2, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité, sauf s'il s'agit de travailleurs dont les rémunérations atteignent le salaire de référence;
- 6° soit chômeur occupé en atelier protégé conformément à l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;
- 7° soit chômeur visé aux articles 89 ou 90 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;
- 8° soit chômeur dont le droit au bénéfice des allocations de chômage est suspendu en application des articles 80 à 88 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;
- 9° soit bénéficiaire du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;
- 10° soit travailleur occupé en vertu de la loi-programme du 30 décembre 1988, Titre III, Chapitre II — Création d'un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics ou en vertu de l'arrêté royal n° 474. »

Art. 2. L'article 6, alinéa 1er, du même arrêté est complété comme suit :

- « 11° la période de travail à temps partiel durant laquelle des allocations de chômage ont été versées en application de l'article 101 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;
- 12° la période de travail à temps partiel durant laquelle des allocations de garantie de revenu ont été versées en application de l'article 131bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité;
- 13° la période de travail à temps partiel avec maintien des droits en application de l'article 29, § 2, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité, sauf s'il s'agit d'un travailleur dont la rémunération atteint le salaire de référence. »

Art. 3. A l'article 6 du même arrêté, les alinéas 3 et 4, y insérés par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 janvier 1993, sont abrogés.

Art. 4. L'article 7, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« La commune peut céder une partie des points qui lui sont attribués à son centre public d'aide sociale, à l'exception de ceux qui lui sont octroyés en vertu de l'article 12, § 6, alinéa 1er, 5°. »

Art. 5. L'article 12, § 6, alinéa 1er, du même arrêté, y inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 février 1994, est complété comme suit : « 5° adhésion au Plan communal pour l'emploi ».

Art. 6. Dans l'article 12, § 6, alinéa 2, a), du même arrêté, y inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 février 1994, les mots « dans le cas visé à l'alinéa 1er, 1°, » sont remplacés par les mots « dans les cas visés à l'alinéa 1er, 1° et 5°. »

Art. 7. L'article 12, § 6, alinéa 3, du même arrêté, y inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 février 1994, est complété comme suit : « Il peut, lorsqu'il reçoit des points supplémentaires par application de l'alinéa 1er, 5°, du présent paragraphe, choisir de bénéficier d'une subvention annuelle jusqu'à concurrence de six cent quinze mille francs. »

Art. 8. Dans l'article 12 du même arrêté, il est inséré un § 7 rédigé comme suit :

« § 7. Les Ministres ayant l'Emploi, d'une part et les Pouvoirs locaux, d'autre part, dans leurs attributions, peuvent accorder, chacun pour ce qui le concerne, au pouvoir local ayant conclu une convention particulière en vertu de l'alinéa 1er, 5°, du paragraphe précédent, une subvention annuelle dont ils arrêtent le montant, destinée à intervenir dans les frais de formation ou de fonctionnement. »

Art. 9. Il est inséré, dans le même arrêté, un article 13bis rédigé comme suit :

« Article 13bis. La commune ou la province qui souhaite engager des agents contractuels subventionnés conformément à l'article 12, § 6, alinéa 1er, 5°, adresse une demande au Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions au moyen d'un formulaire délivré par l'Administration. »

Art. 10. Il est inséré, dans le même arrêté, un chapitre Vbis intitulé « Dispositions spécifiques », rédigé comme suit, qui comporte les articles 15bis et 15ter :

« CHAPITRE Vbis — Dispositions spécifiques »

Art. 15bis. § 1er. Par dérogation à l'article 1er, 5°, le deuxième triennat commence le 1er janvier 1996.

§ 2. Pour l'année civile 1995 :

1° le nombre de points sur la base duquel le nombre maximum d'agents contractuels subventionnés est attribué au pouvoir local est fixé à partir des critères visés aux articles 7 à 11 tels qu'ils ont été appliqués lors du premier triennat, sauf si le nombre de points attribués en vertu des critères précités est inférieur à celui octroyé la dernière année du premier triennat. Dans ce cas, le pouvoir local bénéficie du nombre de points attribués la dernière année du premier triennat. Le nombre de points, fixé à partir des critères visés aux articles 7 à 11, doit être utilisé exclusivement pour l'engagement d'agents contractuels subventionnés donnant lieu à une subvention visée à l'article 2;

2° si le pouvoir local engage des agents contractuels subventionnés en vertu d'une convention particulière conclue conformément à l'article 12, § 6, alinéa 1er, 5°, il bénéficie d'un nombre de points supplémentaires égal au nombre de points utilisés pour l'engagement d'agents contractuels subventionnés dans le cadre de la convention particulière;

3° le pouvoir local doit maintenir le volume global de l'emploi au moins au niveau de l'effectif occupé au cours de l'année qui précède la demande. Par « effectif occupé », on entend le personnel définitif, temporaire et contractuel à l'exclusion des stagiaires occupés en exécution de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, et du personnel enseignant;

4° les conventions conclues conformément à l'article 13, alinéa 3, cessent leurs effets le 31 décembre 1995.

Article 15ter. Si le pouvoir local ne respecte pas la condition visée à l'article 15 bis, § 2, 3°, le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions suspend le versement de la subvention. Cette suspension peut prendre cours à partir du jour où l'infraction a été constatée. »

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle et le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 octobre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique,
de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 2829

[C — 27595]

6. OKTOBER 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschußtes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden, abgeändert durch die Erlasse vom 3. Dezember 1992, vom 14. Januar 1993 und vom 3. Februar 1994;

Aufgrund des Gutachtens des « Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne » (Hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß der vorliegende Erlaß sofort in Kraft treten soll, um den lokalen Behörden unverzüglich die erforderlichen Finanzmittel zu geben, um im Rahmen des gemeindlichen Plans für Beschäftigung Vertragspersonal einstellen zu können;

Auf gemeinsamem Vorschlag des Ministers der technologischen Entwicklung, der wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung und des Ministers der Inneren Angelegenheiten, des öffentlichen Dienstes und des Haushalts;

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Als Arbeitsloser im Sinne des vorliegenden Erlasses wird betrachtet wer:

- 1° entweder entschädigter Vollarbeitsloser ist;
- 2° oder Vollarbeitsloser ist im Sinne von Artikeln 30, Absatz 3, 7° und 42°, § 2, 9° des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Reglementierung der Arbeitslosigkeit;
- 3° oder entschädigter Arbeitsloser auf der Grundlage von Artikel 101 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 ist;
- 4° oder teilzeitbeschäftigter Arbeiter ist, der Anspruch auf die Einkommenssicherheitszulage hat in Anwendung von Artikel 131 *bis* des oben erwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991;
- 5° oder teilzeitbeschäftigter Arbeiter ist mit Erhaltung der Ansprüche in Anwendung von Artikel 29, § 2 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991, außer wenn es sich um einen Arbeiter handelt, deren Einkünfte den Bezugslohn erreichen;
- 6° oder Arbeitsloser ist, der gemäß des Artikels 78 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 in einer beschützenden Werkstatt beschäftigt ist;
- 7° oder Arbeitsloser laut den Artikeln 89 oder 90 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 ist;
- 8° oder Arbeitsloser ist, dessen Recht auf Arbeitslosenunterstützung in Anwendung der Artikel 80 bis 88 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 vorläufig aufgehoben worden ist;
- 9° oder Bezieher des Existenzminimums ist laut dem Gesetz vom 7. August 1974 über die Einführung des Rechtes auf ein Existenzminimum;
- 10° oder Arbeiter ist, der aufgrund des Programmgesetzes vom 30. Dezember 1988, Titel III, Kapitel II beschäftigt ist.

Dieses Kapitell betrifft die Einrichtung eines Systems für bezuschusstes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden oder aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 474. »

Art. 2. Artikel 6, Absatz 1 desselben Erlasses wird wie folgt ergänzt:

- « 11° die Teilzeitarbeitsperiode, während deren Arbeitslosenunterstützungen in Anwendung von Artikel 101 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 bezahlt worden sind;
- 12° Die Teilzeitarbeitsperiode, während deren Einkommenssicherheitszulagen in Anwendung von Artikel 131 *bis* des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 bezahlt worden sind;
- 13° Die Teilzeitarbeitsperiode mit Erhaltung der Ansprüche in Anwendung von Artikel 29, § 2 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991, außer wenn es sich um Arbeiter handelt, dessen Einkünfte den Bezugslohn erreichen. »

Art. 3. In Artikel 6 desselben Erlasses werden die darin durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. Januar 1993 eingefügten Absätze 3 und 4 aufgehoben.

Art. 4. Artikel 7, § 2 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Die Gemeinde kann einen Teil der ihr zugeteilten Punkte an ihr öffentliches Sozialhilfezentrum abgeben, mit Ausnahme von den Punkten, die ihr aufgrund des Artikels 12, § 6, Absatz 1, 5° gewährt sind. »

Art. 5. Artikel 12, § 6, Absatz 1 desselben Erlasses, der darin durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1992 eingefügt und durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 3. Februar 1994 abgeändert worden ist, wird wie folgt ergänzt: « 5. Beitritt zum gemeindlichen Plan für Arbeitsbeschaffung ».

Art. 6. In Artikel 12, § 6, Absatz 2, a) desselben Erlasses, der darin durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1992 eingefügt und durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 3. Februar 1994 abgeändert worden ist, werden die Wörter « im in Absatz 1, 1° erwähnten Fall » durch die Wörter « in den in Absatz 1, 1° und 5° erwähnten Fällen » ersetzt.

Art. 7. Artikel 12, § 6, Absatz 3 desselben Erlasses, der darin durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1992 eingefügt und durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 3. Februar 1994 abgeändert worden ist, wird wie folgt ergänzt: « Wenn sie in Anwendung des Absatzes 1, 5° des vorliegenden Paragraphen zusätzliche Punkte erhält, kann sie einen jährlichen Zuschuß bis zu sechshundertfünfzehntausend BEF in Anspruch nehmen. »

Art. 8. In Artikel 12 desselben Erlasses wird ein § 7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« § 7. Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich einerseits die Beschäftigung, und andererseits die lokalen Behörden gehören, können jeder in seinem Bereich der lokalen Behörde, die aufgrund des Absatzes 1, 5° des vorliegenden Paragraphen eine besondere Vereinbarung abgeschlossen hat, einen jährlichen Zuschuß gewähren, dessen Betrag sie festlegen und der zur Beteiligung an den Ausbildungs- oder Betriebskosten bestimmt ist. »

Art. 9. In denselben Erlaß wird ein Artikel 13 *bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Artikel 13 *bis*. Die Gemeinde oder die Provinz, die gemäß des Artikels 12, § 6, Absatz 1, 5° bezuschusstes Vertragspersonal einstellen möchte, stellt dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, einen Antrag mit Hilfe eines von der Verwaltung ausgestellten Formular. »

Art. 10. In denselben Erlaß wird ein Kapitel Vbis « Spezifische Bestimmungen » mit folgendem Wortlaut und, das Artikel 15bis und 15ter beinhaltet, eingefügt:

« KAPITEL Vbis. — *Spezifische Bestimmungen*

Art. 15bis. § 1. In Abweichung von Artikel 1, 5° beginnt das zweite Triennium am 1. Januar 1996.

§ 2. Für das Kalenderjahr 1995:

1° wird die Anzahl Punkte, auf deren Grundlage der lokalen Behörde die Höchstanzahl bezuschuster vertragsangestellter Bediensteten gewährt wird, anhand der Kriterien festgelegt, die in Artikeln 7 bis 11 erwähnt sind, wie sie beim ersten Triennium angewandt worden sind, außer wenn die Anzahl der aufgrund der vorerwähnten Kriterien gewährten Punkte unter der Anzahl der im Laufe des letzten Jahres des ersten Trienniums gewährten Punkte liegt. In diesem Fall erhält die lokale Behörde die Anzahl der im Laufe des letzten Jahres des Trienniums gewährten Punkte. Die Anzahl Punkte, die anhand der in Artikeln 7 bis 11 erwähnten Kriterien festgelegt ist, soll ausschließlich für die Einstellung von bezuschusten vertragsangestellten Bediensteten, die einem in Artikel 2 erwähnten Zuschuß stattgibt, benutzt werden;

2° wenn die lokale Behörde bezuschufte vertragsangestellte Bedienstete aufgrund einer gemäß des Artikels 12, § 6, Absatz 1, 5° abgeschlossenen besonderen Vereinbarung einstellt, erhält sie eine Anzahl zusätzlicher Punkte, die der Anzahl von für die Einstellung von bezuschusten vertragsangestellten Bediensteten im Rahmen der besonderen Vereinbarung benutzten Punkten entspricht;

3° soll die lokale Behörde den gesamten Umfang der Beschäftigung wenigstens auf demselben Niveau des im Laufe des Jahres vor der Antragstellung beschäftigten Personalbestands behalten. Unter « beschäftigtem Personalbestand » versteht man das endgültig ernannte, zeitweilige und vertragsangestellte Personal, mit Ausnahme der zur Probezeit zugelassenen Personalmitglieder, die in Ausführung des Königlichen Erlasses Nr. 320 vom 21. Dezember 1983 über die Probezeit und die berufliche Eingliederung der Jugendlichen und des Lehrpersonals beschäftigt sind;

4° treten die gemäß des Artikels 13, Absatz 3 abgeschlossenen Vereinbarungen am 31. Dezember 1995 außer Kraft.

Artikel 15ter. Wenn die lokale Behörde die in Artikel 15bis, § 2, 3° erwähnte Bedingung nicht beachtet, setzt der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, die Zahlung des Zuschusses aus. Diese Aussetzung kann ab dem Tage, an dem der Verstoß festgestellt wurde, laufen. »

Art. 11. Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 12. Der Minister der technologischen Entwicklung, der wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung und der Minister der inneren Angelegenheiten, des öffentlichen Dienstes und des Haushalts werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Oktober 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung,
der Beschäftigung und der Berufsbildung,
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,
B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 2829

[C — 27595]

6 OKTOBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen tewerkgesteld zijn

De Waalse Regering,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen tewerkgesteld zijn, zoals gewijzigd bij de besluiten van 3 december 1992, 14 januari 1993 en 3 februari 1994;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur wallon des villes, communes et provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest);

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit onverwijld in kracht moet treden om de geldelijke middelen dringend aan de plaatselijke besturen te geven, zodat zij in staat zijn contractuelen in dienst te nemen in het raam van het Gemeentelijk Plan voor Arbeidsbemiddeling;

Op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding en van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 5 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen tewerkgesteld zijn, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wordt aanzien als werkloze in de zin van dit besluit, hij die :

- 1° hetzij uitkeringsgerechtigd volledig werkloos is;
- 2° hetzij volledig werkloos is zoals bedoeld bij artikelen 30, 3e lid, 7°, en 42, § 2, 9°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;
- 3° hetzij uitkeringsgerechtigde werkloos is op grond van artikel 101 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991;
- 4° hetzij deeltijdse werknemer is, die recht heeft op de inkomensgarantie-uitkering overeenkomstig artikel 131bis van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991;
- 5° hetzij deeltijdse werknemer met behoud van rechten is overeenkomstig artikel 29, § 2, van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991, behalve wanneer hij een werknemer is wiens bezoldiging gelijk is aan het referentieloon;
- 6° hetzij in een beschermde werkplaats tewerkgestelde werkloze is overeenkomstig artikel 78 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991;
- 7° hetzij werkloos is zoals bedoeld bij artikelen 89 of 90 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991;
- 8° hetzij werkloos is wiens aanspraak op werkloosheidsuitkeringen sinds meer dan één jaar geschorst is bij toepassing van artikelen 80 tot 88 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991;
- 9° hetzij recht heeft op het bestaansminimum voorzien bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum;
- 10° hetzij werknemer is, tewerkgesteld overeenkomstig de programma-wet van 30 december 1988, Titel III, Hoofdstuk II — Opzetting van een stelsel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare besturen of overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 474. »

Art. 2. Artikel 6, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

- 11° de periode van deeltijdse tewerkstelling tijdens welke werkloosheidsuitkeringen toegekend werden bij toepassing van artikel 101 van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991;
- 12° de periode van deeltijdse tewerkstelling tijdens welke inkomensgarantie-uitkeringen toegekend werden bij toepassing van artikel 131bis van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991;
- 13° de periode van deeltijdse tewerkstelling met behoud van rechten bij toepassing van artikel 29, § 2, van het voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991, behalve wanneer hij een werknemer is wiens bezoldiging gelijk is aan het referentieloon. »

Art. 3. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden het 3e en het 4e lid, er ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve, opgeheven.

Art. 4. Artikel 7, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De gemeente kan een deel van de haar toegekende punten aan haar openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn afstaan, met uitzondering van die haar toegekend zijn krachtens artikel 12, § 6, lid 1, 5°. »

Art. 5. Artikel 12, § 6, 1e lid, van hetzelfde besluit, er ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 februari 1994, wordt aangevuld als volgt : « 5° aansluiting bij het Gemeentelijk Plan voor Arbeidsbemiddeling ».

Art. 6. In artikel 12, § 6, 2e lid, a) van hetzelfde besluit, er ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 februari 1994, worden de woorden « voor de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1° » vervangen door de woorden « voor de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1° en 5° ».

Art. 7. Artikel 12, § 6, 3e lid, van hetzelfde besluit, er ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 februari 1994, wordt aangevuld als volgt :

« Wanneer het bijkomende punten toegewezen krijgt bij toepassing van lid 1, 5°, van deze paragraaf kan het zijn voorkeur geven aan de aanspraak op een jaarlijkse toelage van maximum zeshonderdvijftienduizend frank. »

Art. 8. In artikel 12 van hetzelfde besluit wordt een als volgt luidende § 7 ingevoegd :

« § 7. De Ministers tot wiens bevoegdheden, enerzijds, de Tewerkstelling en, anderzijds, de Plaatselijke Besturen behoren, kunnen, ieder wat hem betreft, aan het plaatselijk bestuur, dat een overeenkomst afgesloten heeft krachtens het 1e lid, 5°, van de vorige paragraaf, een jaarlijkse toelage toekennen waarvan zij het bedrag bepalen en die bestemd is tot tussenkomst in de vormings- of werkingskosten. »

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt een als volgt luidend artikel 13bis ingevoegd :

« Artikel 13bis. De gemeente of de provincie die wenst gesubsidieerde contractuelen in dienst te nemen overeenkomstig artikel 12, § 6, 1e lid, 5°, doet een aanvraag toekomen aan de Minister bevoegd voor de Tewerkstelling bij middel van een formulier uitgereikt door de Administratie. »

Art. 10. In hetzelfde besluit wordt een als volgt luidend hoofdstuk Vbis « Specifieke bepalingen », omvattend de artikelen 15bis en 15ter, gevoegd :

« HOOFDSTUK Vbis. — Specifieke bepalingen »

Artikel 15bis. § 1. In afwijking van artikel 1, 5°, begint het tweede triënnium op 1 januari 1996.

§ 2. Voor het kalenderjaar 1995 :

1° wordt het aantal punten, waarbij het maximum aantal gesubsidieerde contractuelen aan het plaatselijk bestuur toegekend wordt, vastgesteld op grond van de in artikelen 7 tot 11 bedoelde maatstaven zoals zij toegepast werden voor het eerste triënnium, behalve indien het aantal punten toegewezen krachtens de

voormelde maatstaven lager is dan het aantal toegewezen tijdens het laatste jaar van het eerste triënnium. In dat geval heeft het plaatselijk bestuur recht op het aantal punten toegewezen tijdens het laatste jaar van het eerste triënnium. Het aantal punten vastgesteld op grond van in artikelen 7 tot 11 bedoelde maatstaven moet gebruikt worden uitsluitend voor de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen die in aanmerking komen voor een in artikel 2 bedoelde toelage;

2° indien het plaatselijk bestuur gesubsidieerde contractuelen in dienst neemt krachtens een bijzondere overeenkomst afgesloten overeenkomstig artikel 12, § 6, 1e lid, 5° heeft het recht op een aantal bijkomende punten dat gelijk is aan het aantal punten gebruikt voor de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen in het raam van de bijzondere overeenkomst;

3° het plaatselijk bestuur moet het globaal tewerkstellingsniveau behouden ten minste op het niveau van het tewerkgesteld effectief tijdens het jaar dat de aanvraag voorafgaat. Onder « tewerkgesteld effectief » wordt verstaan het vast, tijdelijk en contractueel personeel, met uitsluiting van de stagiairs in dienst genomen krachtens het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces en van het onderwijzend personeel;

4° de overeenkomsten afgesloten overeenkomstig artikel 13, 3e lid, zijn niet meer van kracht op 31 december 1995.

Artikel 15ter. Indien het plaatselijk bestuur de in artikel 15bis, § 2, 3° bedoelde voorwaarde niet naleeft, wordt de storting van de toelage door de Minister bevoegd voor Tewerkstelling geschorst. Deze schorsing kan beginnen vanaf de dag van de vaststelling van de inbreuk. »

Art. 11. Dit besluit wordt van kracht op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 12. De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding en de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 oktober 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling,
Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 94 — 2830

17 DECEMBER 1993. — Verordening nr. 93/06 tot vaststelling van de rekening over het dienstjaar 1992 (1)

Het College,

De Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College bekrachtigen hetgeen volgt :

VERORDENING

HOOFDSTUK I. — De begrotingsrekening

Afdeling 1. — De gewone dienst

Artikel 1. De vastleggingen van de gewone uitgaven uitgevoerd ten laste van de begrotingskredieten over het dienstjaar 1992 belopen F 683 325 759 onderverdeeld als volgt :

	Kredieten	Vastleggingen
Uitgaven voorzien in de oorspronkelijke begroting	F 545 365 241	532 735 032
Overboekingen voorzien in de oorspronkelijke begroting	F 19 788 000	19 387 050
Uitgaven voorzien bij begrotingswijzigingen	F 9 846 822	9 832 236
Uitgaven voorzien in de schuldvoorderingsstaat	F 135 900 280	121 371 441
Totaal	710 898 143	683 325 759

(1) Gewone zitting 1993-1994.

Stukken. — Ontwerp van verordening : 7, nr. 1. — Verslag namens de Commissie voor Algemene Zaken, Financiën en Begroting : 7, nr. 2.

Handelingen. — Bespreking en aanneming : vergadering van 17 december 1993.